

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21344 - 79ÈME ANNÉE

## Pourquoi la langue maternelle n'est-elle pas une langue d'enseignement ?

### Développer le créole à l'école pour faire reculer l'illettrisme

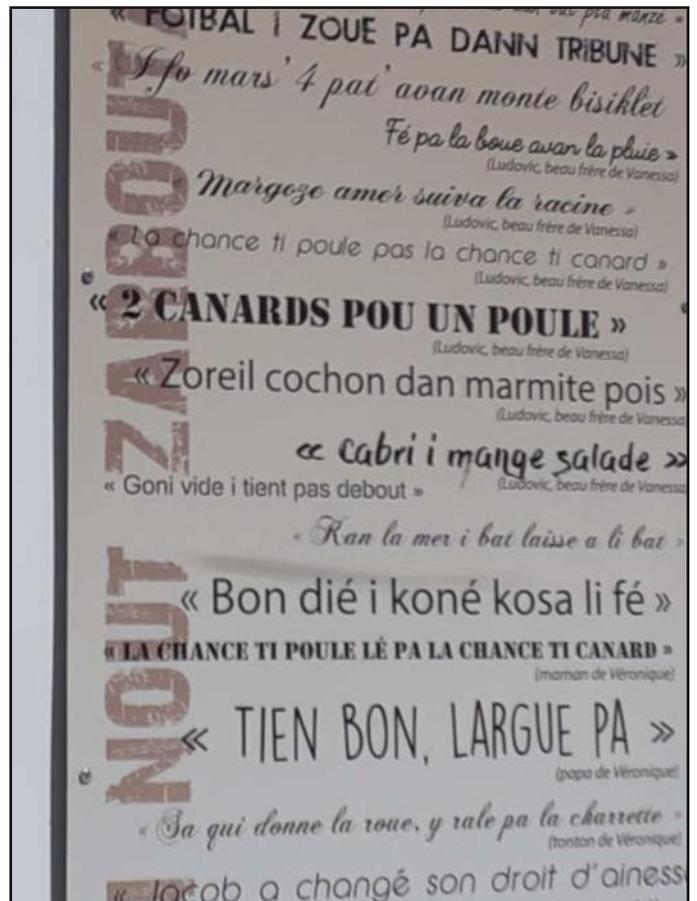
Les sondages successifs publiés par Lofis la lang kréol La Rényon montrent une adhésion croissante de la population au créole à l'école, ainsi qu'au fait que le créole soit une langue. Il incombe donc au système éducatif à La Réunion de prendre en compte cette réalité afin que le français ne soit plus la langue d'enseignement imposée afin de lutter contre l'illettrisme et de favoriser la réussite scolaire du plus grand nombre.

« Le fait de parler créole dans les foyers réunionnais peut-il être un frein à l'apprentissage de la langue française dès le plus jeune âge ? », tel était le thème d'un sondage sur Clicanoo le 7 septembre dernier. Et notre confrère de préciser : « ce sujet est d'autant plus crucial que le taux d'illettrisme à La Réunion est de 21 %, soit deux fois supérieur à celui de l'Hexagone (9 %). Est-ce que la présence du créole dans les foyers est un facteur à prendre en compte ? » Manifestement, la question fait le lien entre la pratique du créole dans la vie quotidienne et le taux d'illettrisme en comparant la situation entre La Réunion, où le créole est la langue maternelle, et la France, où le créole n'est pas la langue maternelle. Ce point de vue semble décalé.

### 81 % pour le créole à l'école

En effet, malgré le rouleau compresseur de l'assimilation, le créole a résisté. A la différence de régions situées en France, la langue régionale à La Réunion reste la langue maternelle. Le travail du Parti communiste réunionnais et des militants culturels a payé. C'est ce que rappellent plusieurs sondages de Lofis la lang kréol La Rényon.

A la question, pensez-vous que le créole est une langue, 85 % des personnes interrogées répondaient « oui » en 2021, contre 74 % en 2009. Concernant le créole à l'école, la progression est en-



core plus spectaculaire, avec 81 % des personnes interrogées en 2021 « pour le créole à l'école » contre seulement 61 % en 2009.

Par conséquent, il importe au système éducatif de tenir compte de cette réalité. Tout d'abord, le créole est la langue maternelle de la majorité des Réunionnais, ensuite à La Réunion le créole est très largement majoritairement considéré comme une langue, enfin le créole à l'école est une revendication partagée par une très grande majorité là aussi.

Or, actuellement, le français est la langue d'enseignement exclusive et l'utilisation du créole n'est pas obligatoire.

## Le français n'est pas la meilleure « langue de l'ouverture »

Parmi les arguments des défenseurs du français comme langue d'enseignement à La Réunion figure l'idée selon laquelle le créole n'est pas une langue d'ouverture, car le français est parlé par un plus grand nombre de locuteurs.

Mais dans ce cas, pourquoi ne pas aller au bout de cette logique et faire de l'anglais la langue d'enseignement en France, puisque l'anglais est en effet une langue parlée dans un plus grand nombre de pays que le français ? Nul doute que si les écoliers français arrivaient en classe avec comme langue d'enseignement l'anglais sans apprentissage préalable, ils seraient pénalisés par rapport aux anglophones, et ils connaîtraient un échec scolaire plus important. En France, la langue maternelle est la langue d'enseignement au détriment de la « langue de l'ouverture ».

Ceci montre que cet argument de la « langue de l'ouverture » ne tient pas.

## Tenir compte de la réalité linguistique

A La Réunion, la logique voudrait que le créole soit la langue d'enseignement et que l'apprentissage du français suive la même pédagogie que pour l'apprentissage d'autres langues telles que l'anglais, l'hindi, ou le mandarin. L'université française propose d'ailleurs un très bon cursus pour former des professeurs dans ce domaine, c'est la Mention « Français langue étrangère ».

Tenir compte de la réalité linguistique de La Réunion permettra alors de lutter efficacement contre l'échec scolaire et de faire reculer l'illettrisme. Faire du créole une langue d'enseignement sera donc profitable au plus grand nombre.

*M.M.*

# Au Sommet africain sur le climat, les dirigeants du monde s'unissent pour placer le continent au cœur de la lutte contre le changement climatique

**Le patron de l'ONU, Antonio Guterres a souligné que les Africains subissaient les conséquences les plus graves du changement climatique, bien que leurs émissions de carbone soient négligeables**

Les dirigeants du monde, réunis à Nairobi pour le premier Sommet africain sur le climat, se sont engagés à placer le continent au centre de la lutte contre le changement climatique, en insistant sur la nécessité de mieux prendre en compte les priorités et les ressources de l'Afrique.

Cet événement historique de trois jours, organisé par le gouvernement kényan et l'Union africaine, a débuté lundi. Il a mobilisé des chefs d'État et de gouvernement, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, la société civile ainsi que des centaines de jeunes Africains pour discuter de solutions innovantes en matière de croissance verte et de financement de la lutte contre le changement climatique. Une grande partie des dis-

cussions a porté sur l'adaptation au climat, largement considérée comme une urgence pour l'Afrique.

Le président kényan, William Ruto, a déclaré que la jeunesse de l'Afrique était « précisément l'attribut qui a inspiré les dirigeants africains à imaginer un avenir où l'Afrique s'imposerait en tant que puissance économique et industrielle, et acteur efficace et positif sur la scène mondiale ».

M. Ruto a énuméré les raisons pour lesquelles le continent est bien placé pour jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique. « L'Afrique est le continent qui possède 60 % des actifs mondiaux en matière d'énergie renouvelable, y compris l'énergie solaire, éolienne, géothermique et hydroélectrique. L'Afrique devrait compter 40 % de la main-d'œuvre mondiale d'ici à 2100. Nous disposons des deux tiers des terres arables non cultivées de la planète qui pourraient, avec l'appui d'une agriculture intelligente, transformer l'Afrique en centre de production pour le monde. Nous disposons de la plus grande infra-

structure de séquestration du carbone au monde », a déclaré M. Ruto.

Le président Ruto était accompagné du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, de l'envoyé spécial des États-Unis pour le climat, John Kerry, du président de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, et de plusieurs dirigeants africains.

M. Faki a appelé à une réforme de l'architecture financière mondiale afin de répondre aux besoins de l'Afrique, à savoir au moins 1,3 milliard de dollars par an pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

## Les plus grands émetteurs doivent mener la charge

M. Guterres a souligné que les Africains subissaient les conséquences les plus graves du changement climatique, bien que leurs émissions de carbone soient négligeables. Il a déclaré : « Les pays développés doivent présenter une feuille de route claire et crédible pour doubler le financement de l'adaptation d'ici 2025, première étape pour consacrer la moitié du financement climatique à l'adaptation. »

Le secrétaire général a exhorté les participants à voir grand. « Tout d'abord, nous avons besoin d'une ambition climatique beaucoup plus grande, avec des pays qui avancent à grands pas et accélèrent massivement leurs actions pour limiter les hausses de température et leurs impacts. Les plus grands émetteurs doivent mener la charge, conformément au Pacte de solidarité climatique et au Programme d'accélération de l'action climatique », a déclaré le dirigeant onusien.

M. Adesina a estimé que des réponses à l'urgence climatique étaient nécessaires à plusieurs niveaux. Au niveau mondial, il a appelé les nations riches à respecter leurs engagements à fournir 100 milliards de dollars par an pour le financement de la lutte contre le changement climatique. En outre, « l'architecture financière mondiale pour le climat doit être modifiée

pour donner la priorité aux besoins de l'Afrique », a-t-il exhorté.

« Au niveau national, nous devons accélérer les actions d'adaptation au climat. C'est pourquoi la Banque africaine de développement s'est engagée à fournir 25 milliards de dollars pour le financement climatique d'ici 2025 », a indiqué M. Adesina.

La Banque met également en œuvre une initiative de 20 milliards de dollars, Desert to Power, pour exploiter la puissance de l'énergie solaire et fournir de l'électricité à 250 millions de personnes. « Nous devons alimenter chaque foyer, chaque école et chaque hôpital », a-t-il plaidé.

La présidente de l'Éthiopie Sahle-Work Zewde a déclaré que son gouvernement s'efforçait de parvenir à des émissions nettes nulles en construisant un développement résilient au climat d'ici 2050. « L'Éthiopie investit également dans des projets d'énergie verte, dans les secteurs hydroélectrique, éolien, solaire et géothermique, ainsi que dans la promotion de technologies modernes de cuisson en milieu rural », a-t-elle rappelé.

La présidente tanzanienne, Samia Suluhu Hassan, a appelé à la création d'un fonds spécial qui stipulerait quel pourcentage des financements promis par les pays avancés serait réservé à l'Afrique, par opposition aux « promesses générales ».

La Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, s'est adressée à l'assemblée plénière par vidéoconférence. Elle a établi un lien entre le Sommet africain et l'Initiative de Bridgetown visant à réformer le système financier mondial afin que le monde puisse mieux répondre aux crises actuelles et futures. « Nous devons travailler ensemble, du continent africain aux Caraïbes. C'est le moment où la volonté politique, couplée à la reconnaissance de notre réalité, fera toute la différence dans le monde », a-t-elle déclaré.

Le Sommet africain sur le climat permettra également de consolider les résultats et la feuille de route de la COP27 tenue à Charm el-Cheikh (Égypte) l'an dernier. Il permettra aussi de combler les lacunes apparues dans le plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## L'éspor lé pa an déor d'la sossyété, li lé d'dan, li lé anparmi

Mézami m'a dir azot in n'afèr : lé vré néna déssèrtènn zinstitissyon ni panss zot lé protézé par rapor la sossyété, pars zot néna bann prinssip ékstra k'i d'apré nou i dovré pèrmète protèz azot kont bann défo néna dann la sossyété. Ni yème panssé déssèrtènn zinstitissyon lé konm dann in bul, bien protézé, bien a l'ékar bann vilin défo ni kotoiye dan la vi toulézour — tazantan mèm si la pa toultan — mé sa lé loin d'ète vré san pour san. Néna lo bon, néna lo mwin bon, néna mèm lé karéman pa bon.

Kan mi ékri sa mi pé panss l'éspor :

Noute sossyété lé vyolan, èl lé mèm grossyé souvan défoi, èl i manke solidarité, si lo fair-play sé konm ki diré in prinssip épi in règ de vi, fé spéssyalman pou l'éspor, ni pé pa dir sa i marsh a tou lé kou, san pour san, é léspor lé toultan dann lo kokon lo fair-play... Fransh vérité ni yèmré déssèrtin défo noute sossyété i trouv pa zot plass dann bann manifèstassion léspor, épi dann l'antouraz bann lésporitif é dann lo monde léspor an zénéral. Ni yèmré mé ni koné bien sa sé pa in n'afèr k'i marsh a toulékou...

Noute toute i koné sak la spass zé dé zil. Noute toute néna noute l'opinyon la dsi. Nou la vi sak la spassé dann la télé é nou la antann toute kalité komantèr lé z'inn é lé zot la fé. Nou la suiv lo bann ralé-poussé préss an dirèk si la pa dann télé é mèm dann bann video an sirkilassion. Astèr ni pé panss toute sak ni vé... sirtou pa ké la moral léspor i protèz bann manifèstassion ésporitif par rapor déssèrtin vilin défo noute sossyété, sansa par rapor bann kouak l'arivé.

Astèr i fo pa ni amontr lo doi bann lésporitif — mèm sak la vni avèk zot — ninporte kèl péi dann loséan indien. Kissoi bann Rényoné, kissoi bann moune Madégaskar, bann Morissien épi lé zot, sak lété la pou in gran somenn manifèstassion konmsa. Dann zé dé zil, ni vé, ni vé pa néna touzour inn-dé kouak é bien antandi nora touzour dann l'avnir konm l'avé dann passé... I rèss kant mèm in gran somenn kontak rante noute zènèss indianosséanik... I rèss sirman dan la tête é dann kèr lé z'inn é lé z'ot kalité souvnir zot i obli ar pa zamé pars sa va akonpagn azot toute zot vi.

Astèr néna in n'afèr ni koné, mèm si néna règloman pou ankadr in manifèstassion osinonsa in l'aktivité, nou lé siréssèrtin mèm si bann règloman lé bien fé, ni pé dir zamé o gran zamé lo règloman sar san pour san bien apliké. Lé konmsa ké ni vé osinonsa ké ni vé pa.

A bon antandèr, salu.

*Justin*